

LE SUIVI DU DROIT À L'ÉDUCATION DANS LES ZONES TOUCHÉES PAR DES CONFLITS

Principales conclusions et recommandations stratégiques
issues d'une table ronde
organisée par l'Initiative pour le droit à l'éducation
en juillet 2025



© Diego Ibarra Sanchez

SUIVEZ-NOUS SUR :



@RTEInitiative



Right to Education Initiative



@rteinitiative



Right to Education Initiative



@rteinitiative.bsky.social



Right to Education Initiative

Contexte et objectif

L'accès à des données fiables et adaptées sur l'éducation dans des zones touchées par des conflits est essentiel pour éclairer les politiques publiques, les actions de plaidoyer et les mesures de protection. Cependant, la collecte de données précises, actualisées et complètes sur les attaques contre l'éducation et sur les conséquences de la fermeture des écoles pour les enfants et les professionnels de l'éducation pose de sérieux défis sur le plan éthique, méthodologique, logistique et sécuritaire. Ce document résume les principales conclusions et recommandations stratégiques issues d'une table ronde en ligne, organisée par l'Initiative pour le droit à l'éducation en juillet 2025, qui a réuni une trentaine de chercheurs, de praticiens et d'acteurs de la société civile travaillant dans le domaine du suivi du droit à l'éducation dans les régions touchées par des conflits, tant d'un point de vue local que mondial. Voici les principales conclusions tirées de cette discussion.

Principales conclusions

1 • Le manque de données est une réalité, et cela a un impact crucial sur ce que nous savons et sur la manière dont nous traitons les attaques contre l'éducation.

Les données sur les attaques contre les établissements scolaires, les élèves et le personnel éducatif font cruellement défaut, car elles ne sont ni collectées ni divulguées. En outre, l'impact des attaques contre l'éducation sur les communautés, les enseignants et la vie des enfants – et en particulier sur leurs droits – est largement sous-étudié et absent de la plupart des analyses existantes.

L'absence de données fiables favorise l'ambiguïté et peut conduire à une représentation erronée de la réalité sur le terrain, soit en occultant la gravité d'une situation, soit en sous-estimant les évolutions positives.

Nous devons placer la collecte et l'analyse de données au cœur des politiques d'éducation dans les situations d'urgence. Les données sont une condition préalable à la prise de décisions fondées sur des preuves. Le manque de données sape les efforts déployés par chaque État, ainsi qu'à l'échelle mondiale, pour élaborer des politiques publiques adaptées qui garantissent le respect, la protection et la mise en œuvre des droits individuels et collectifs.

2 • La recherche dans les zones touchées par des conflits a toujours été risquée, mais le rétrécissement de l'espace civique dans des contextes politiques instables et sensibles a gravement compromis le développement et la diffusion de la recherche.

La recherche dans les contextes de conflit est risquée : pour les chercheurs et les organisations qui mènent l'étude, pour les acteurs communautaires impliqués dans la recherche, pour ceux qui sont prêts à partager leurs récits des événements, et même pour ceux qui ne participent pas à la recherche mais qui peuvent être perçus comme collaborant à la collecte de données. Les risques comprennent, entre autres, les menaces contre soi-même ou sa famille, la violence, les blessures, la mort, la confiscation de matériel, l'arrestation, la suspension des activités.

Les enjeux politiques et les tensions impliquant des groupes armés renforcent la méfiance générale et la crainte de représailles. De plus, dans les contextes où l'espace civique se réduit, les restrictions croissantes imposées aux efforts de collecte de données – telles que les contraintes administratives de l'État et la suspicion à l'égard de la surveillance des droits humains – créent des obstacles majeurs à la collecte et à l'analyse de données par la société civile. Le rétrécissement de l'espace civique a entraîné la suspension d'activités de recherche ou la fermeture d'organisations légitimes de la société civile, ainsi que la censure (y compris l'autocensure). Cette réalité, associée au manque de financement, a conduit de nombreuses organisations à fermer leurs programmes dans les contextes touchés par des conflits, manquant ainsi à leur promesse de « ne laisser personne de côté ». Le plus souvent, même lorsqu'elles sont collectées, les données ne peuvent être publiées pour des raisons de sécurité.

Il est crucial que les États garantissent que les chercheurs et les organisations de la société civile puissent coopérer avec les agences étatiques tout en menant des recherches indépendantes.

3 • La sécurité et l'éthique ne sont pas négociables, mais une certaine souplesse dans les processus de recherche est nécessaire pour permettre l'émergence des données tout en garantissant une collecte sûre, éthique et de qualité.

La collecte de données peut exposer les communautés, les organisations de la société civile, les enquêteurs et les chercheurs à des représailles de la part d'acteurs étatiques et non étatiques. L'évaluation et l'atténuation des risques sont essentielles pour garantir l'accès aux données ainsi que la sécurité de toutes les personnes impliquées dans le processus de recherche. Néanmoins, tout ne peut pas être prévu à l'avance et une certaine souplesse dans les protocoles et la méthodologie de recherche doit être acceptée et validée, depuis les premières étapes de la conception de la recherche jusqu'à la production des rapports de recherche finaux.

Les méthodes de recherche classiques peuvent ne pas être adaptées à des contextes à haut risque et en évolution rapide. Il n'est pas toujours possible de garantir que toutes les informations pertinentes sur la méthodologie et le processus de recherche soient documentées. Parfois, les chercheurs et les organisations ne peuvent pas divulguer le processus de négociation sur le terrain afin d'avoir accès à certaines zones touchées par des conflits. La sélection aléatoire des personnes interrogées peut parfois être limitée par la dynamique du terrain et le suivi des cohortes peut être compliqué en raison des déplacements de population et des difficultés à suivre les mouvements individuels à travers les territoires et les frontières.

Les chercheurs et les organisations de la société civile devraient être encouragés à développer des scénarios de recherche innovants, à adapter les protocoles de recherche et à combiner plusieurs méthodologies. Les voix locales et les témoignages qualitatifs sont essentiels, mais sous-représentés dans la recherche en raison du manque de sécurité, d'accès et de reconnaissance : l'anonymat, le consentement éclairé et les procédures d'autorisation éthique devraient être adaptés pour tenir compte des contraintes spécifiques de la collecte de données dans chaque contexte. Les méthodes de recherche statistique standardisées, qui échouent souvent dans des contextes instables, doivent être adaptées pour tenir compte des déplacements de population, des difficultés d'accès et de l'évolution des risques sécuritaires, en particulier lorsqu'elles s'appuient sur un suivi longitudinal ou un échantillonnage formel. En outre, les connaissances locales des acteurs travaillant dans le domaine de l'éducation et de la protection de l'enfance ne doivent pas être sous-estimées (par exemple, en ne les incluant pas dans les procédures de rapport) en raison des contraintes méthodologiques et de recherche liées aux normes de recherche occidentales, qui peuvent en réalité être inadaptées aux contextes à haut risque et aux réalités locales spécifiques. Par exemple, il devrait être accepté d'obtenir le consentement verbal des participants qui sont anonymisés par les chercheurs afin de préserver leur sécurité, de ne pas nommer les auteurs de la recherche dans le processus de rapport et de ne pas divulguer tous les détails de la méthodologie de recherche lorsque cela peut mettre en danger les chercheurs ou leurs partenaires sur le terrain.

Nous devons reconnaître que des méthodologies et des processus de recherche flexibles et adaptatifs ne compromettent pas intrinsèquement les normes éthiques et les droits humains, ni n'affectent la qualité de la collecte et de l'analyse des données. Les méthodes de recherche innovantes ainsi que la recherche itérative transparente, y compris l'utilisation de méthodes de rappel, d'entretiens à distance et de vérification croisée par le biais des médias locaux ou des données satellitaires, doivent être valorisées et encouragées.

4 • Les communautés et les organisations locales de la société civile ont une expérience vécue et contextualisée de la réalité sur le terrain. Leur implication dans la recherche est essentielle, mais sous-financée.

Les organisations locales sont les mieux placées pour accéder aux populations touchées et instaurer la confiance, mais elles manquent de ressources, de protection et de reconnaissance. Nous manquons à notre engagement mondial de localiser l'aide en matière de collecte de données. Les organisations internationales, les revues de recherche et les bailleurs de fonds doivent reconnaître et valoriser les connaissances locales et les méthodes de recherche locales.

De plus, avec les régimes autoritaires qui entravent les espaces publics dans de nombreuses régions du monde et la forte diminution des financements consacrés au développement, de nombreuses organisations internationales annulent des programmes importants et se retirent des zones touchées par des conflits et des crises prolongées. Si les financements internationaux ne parviennent pas aux acteurs locaux, il y a peu de chances que des informations précises et actualisées sur ce qui se passe sur le terrain soient collectées. Sans données, certaines crises disparaîtront tout simplement de la carte. Derrière les statistiques, ce sont des vies humaines qui sont ignorées et menacées.

5 • La crise mondiale du financement, y compris au niveau des Nations unies, menace la continuité des systèmes de surveillance essentiels, compromettant notre capacité à concevoir et à mettre en œuvre des politiques publiques adaptées qui garantissent que personne ne soit laissé pour compte.

Les politiques de financement pertinentes doivent s'appuyer sur des données et des systèmes de suivi solides. Mais aucune révolution des données n'est possible si la collecte de données continue d'être sous-financée. La crise de liquidité des Nations Unies ainsi que les récentes coupes importantes dans le financement du développement ont encore compromis la capacité de nombreux acteurs à collecter et analyser des données.

Nous devons reconnaître que la nature variée des dynamiques conflictuelles et l'évolution constante de la situation sur le terrain nécessitent un financement durable assorti de règles de gestion flexibles et adaptables. Il est essentiel d'établir des relations de confiance au fil du temps pour garantir l'accès à des recherches de qualité, en particulier dans les contextes à haut risque, où la violence et les tensions politiques influencent les comportements des communautés et favorisent la méfiance et la crainte de représailles. Or, cela est souvent incompatible avec les calendriers des bailleurs de fonds et les cycles de projets à court terme, surtout si l'on tient compte de la nécessité de promouvoir des méthodologies éthiques innovantes, adaptées à la culture et à la situation, afin d'atténuer les risques liés à la collecte de données.

Recommandations pour une action collective

- Placer la collecte et l'analyse de données au cœur des politiques éducatives dans les pays fragiles et touchés par des conflits, en veillant à ce que les politiques soient conçues et mises en œuvre sur la base de données factuelles.
- Veiller à ce que les chercheurs et les organisations de la société civile trouvent un environnement collaboratif qui favorise la collecte et la diffusion indépendantes de données. La liberté et l'indépendance de la recherche doivent être reconnues et respectées.
- Reconnaître et soutenir des méthodologies flexibles, adaptées à la situation et à la culture dans les cadres universitaires et des bailleurs de fonds, et encourager les méthodologies innovantes qui garantissent la sécurité de toutes les parties prenantes impliquées dans la recherche tout en respectant d'autres normes éthiques et épistémologiques. Veiller à ce que le plaidoyer international inclue les voix et les données des zones sous-représentées, même lorsqu'elles sont fragmentaires.
- Veiller à ce que les voix des communautés soient entendues en reconnaissant, valorisant et facilitant les connaissances et les méthodes de recherche locales, notamment en impliquant les organisations de la société civile et les chercheurs locaux. Renforcer l'engagement à délocaliser l'aide en finançant les organisations locales pour qu'elles collectent et analysent des données.
- Veiller à ce que la collecte et l'analyse des données soient soutenues par un financement continu et durable afin de permettre des recherches opportunes et sensibles, tout en reconnaissant les défis que représente la recherche dans les zones touchées par des conflits.



© Diego Ibarra Sanchez